

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

L'ENJEU DU 21^e SIECLE Révolution communiste mondiale ou plongée dans la barbarie

La bourgeoisie présente à sa façon l'avenir qu'elle nous prépare à l'orée de ce nouveau siècle. Elle affirme que de grands défis attendent l'humanité. Elle prétend qu'une nouvelle ère de prospérité du capitalisme s'est ouverte avec les valeurs de la nouvelle économie, qu'une nouvelle "révolution post-industrielle" est en marche grâce à l'essor et au développement des technologies nouvelles, que l'internet mis à la portée du grand public préfigure un changement radical des comportements sociaux. Ces promesses s'accompagnent de bobards sur le futur retour au plein-emploi, la résorption du chômage, l'accroissement du temps libre. Bref, ça ira mieux demain. Ce tableau d'un futur presque idyllique ne correspond nullement à la réalité que vivent quotidiennement dans leur chair les ouvriers.

La classe dominante et ses médias nous assurent également que le vingtième siècle a été marqué par la faillite du communisme, qui ne peut être au

mieux qu'un idéal utopique et dans la plupart des cas que le masque du pire des totalitarismes. C'est pourquoi elle nous raconte que la classe ouvrière est maintenant devenue une force sociale rétrograde, voire une espèce en voie de disparition et que la lutte de classe est une notion inopérante, ringarde et dépassée. Elle met donc en avant que le seul facteur porteur d'un progrès social ne pourrait venir que de la défense de la démocratie, de la montée en puissance des revendications et des mobilisations citoyennes, qu'elle nous présente comme un recours contre les excès et les dérives de la "mondialisation".

Tout cela n'est qu'un tissu de mensonges ! Cette propagande n'est qu'une arme que se donne la bourgeoisie pour tenter d'éloigner le prolétariat de la prise de conscience de la force révolutionnaire qu'il représente et le détourner des véritables enjeux de la situation.

Au tournant de ce siècle, les contradictions fondamentales entre le capital et le

travail dans les rapports de production, l'antagonisme entre les intérêts de ce système d'exploitation et ceux de la classe ouvrière non seulement sont toujours là mais ne cessent de s'exacerber. Partout, dans le monde, c'est la même paupérisation croissante des prolétaires, sous la pression des attaques frontales, massives, incessantes de la bourgeoisie : productivité accrue, détérioration accélérée des conditions de vie et de travail, blocage ou diminution des salaires, poursuite des licenciements massifs, généralisation de la précarité, attaques contre la protection sociale (retraites, santé).

Non seulement le capitalisme réduit aujourd'hui à la misère une partie de plus en plus large de la population mondiale, mais il constitue une menace pour la survie de toute l'humanité.

C'est une évidence : le monde capitaliste se vautre déjà dans la barbarie. La multiplication des guerres et des foyers de massacres condamne la population

de régions entières du globe à être les victimes de la folie meurtrière de l'impérialisme des nations, des plus grandes puissances aux plus petites alors que la sophistication technologique est entièrement mise au service du perfectionnement d'engins de mort toujours plus meurtriers et ravageurs.

C'est la course effrénée aux profits capitalistes qui génère des catastrophes écologiques, des maladies nouvelles ou des empoisonnements de la nourriture de plus en plus nombreux et dont les effets polluants ou toxiques sont irrémédiables. Tous ces éléments sont révélateurs de la faillite du système capitaliste sous toutes ses formes. Il ne peut rien apporter demain que davantage de misère, de guerres, de décomposition sociale. Il porte déjà en lui, à terme, la destruction, la disparition convulsive de l'humanité.

Face à cela, la bourgeoisie cherche à masquer qu'il existe une force sociale porteuse d'un autre avenir pour l'humanité. Seule la classe ouvrière, même si elle n'en a pas clairement conscience aujourd'hui, est capable de s'opposer à cette issue fatale, non pas par la force d'une croyance idéologique, mais parce qu'elle est d'un point de vue historique, la première et la seule classe exploitée qui constitue en même temps une force révolutionnaire. Comme classe exploitée et opprimée et de par la place spécifique qu'elle occupe dans les rapports sociaux de production, elle a les moyens de s'affirmer comme classe révolutionnaire et de renverser le capitalisme. Elle est la productrice essentielle de l'accumulation de la richesse sociale dont le

niveau déjà atteint au sein du capitalisme permettrait la redistribution sociale communiste selon le principe de "à chacun selon ses besoins". Seule la classe ouvrière a les moyens d'abolir toutes les formes de propriété, de privilèges et d'exploitation et de réaliser le communisme. Produisant cette richesse de manière associée et collective, étant entièrement dépossédée des moyens de production, elle est contrainte de vendre sa force de travail, elle n'a donc aucun moyen comme classe exploitée de devenir à son tour une classe dominante et exploiteuse sur le terrain économique parce qu'elle n'a aucun intérêt économique particulier à défendre au sein de l'ancienne société. Ses seules forces reposent sur l'existence de l'unité de ses intérêts à l'échelle internationale et sur l'affirmation de sa conscience politique. Elle n'a "à perdre que ses chaînes et un monde à gagner", comme l'affirmait déjà Marx dans *Le Manifeste Communiste* de 1848.

Aujourd'hui comme au 19^e ou au 20^e siècle, la classe ouvrière n'a rien à attendre du capitalisme mais elle est nécessairement amenée à se battre de façon unitaire au-delà d'intérêts corporatistes contre les coups que lui porte la bourgeoisie. C'est dans cette lutte qu'elle forgera sa confiance en ses propres forces, en ses propres capacités révolutionnaires. Elle en a les moyens et elle n'a pas d'autre choix. De l'issue de ces combats qui seront le véritable enjeu majeur du 21^e siècle dépendent l'avenir et la survie de l'humanité toute entière.

CB (23 décembre)

DE SEATTLE A NICE

Le piège des mobilisations "antimondialistes"

Le sommet de l'Union Européenne à Nice aurait pu passer quasiment inaperçu sans que personne ne s'en inquiète. Ce type de réunions technocratiques autour de thématiques totalement éloignées des préoccupations quotidiennes n'a rien qui puisse en faire l'événement à la une des médias. Ce ne fut pourtant cette fois-ci vraiment pas le cas.

Le mercredi 6 décembre, à la veille du sommet, ce sont déjà environ 70 000 personnes qui se sont retrouvées dans la rue, dont 60 000 derrière les banderoles de la CES (confédération européenne des syndicats, à laquelle appartiennent en France la CFDT et plus récemment la CGT). Sur la base de revendications "constructives" axées sur "l'Europe Sociale", le cortège s'est résumé à une démonstration de force dans le plus grand calme. Les 10 000 manifestants restants, en queue de cortège et membres de syndicats dits "radicaux" et d'organisations "antimondialistes" diverses, attendaient leur heure.

Car c'est en effet le lendemain que les choses se sont gâtées. Pourtant, ce qui

impressionne en premier n'est pas le nombre de manifestants (2500 à 3000) mais celui des organisations présentes : "syndicalistes de SUD et de la CGT espagnole (anarcho-syndicaliste), membres d'Attac (...), du DAL (...), de Droits Devant !, de la LCR ou d'Alternative Libertaire, "invisibles" italiens, trotskistes grecs, autonomes allemands, ainsi qu'une kyrielle d'anarchistes et d'écologistes d'obédience diverse auxquels se sont joints de jeunes basques radicaux" (*Le Monde* du 9 décembre). Tout ce petit monde, qui souvent d'ailleurs ne demande que cela, n'a pas tardé à goûter aux provocations de la police : lacrymogènes sans retenue avant même que le cortège ne se mette en branle, plusieurs dizaines d'arrestations, quelques condamnations sommaires, l'impossibilité de réserver des salles pour les réunions ou l'hébergement, et surtout l'épisode le plus relaté, le blocage à la frontière du train affrété par les "invisibles" italiens, qui s'est soldé par plusieurs échauffourées et quelques blessés. D'autres ont retrouvé leurs voitures renversées à deux pas des cordons de

police... Même le Front National a été réveillé afin d'aller manifester face aux gauchistes !

Bref, toute "l'internationale citoyenne" issue des manifestations de Seattle lors du sommet de l'OMC il y a un an s'est retrouvée pour rejouer la même scène. Et, comme à Seattle, elle a été plus que probablement "aidée" par la présence de provocateurs de la police infiltrés dans les manifestations, histoire que le show soit plus spectaculaire. Voilà comment l'eurosommet a servi de prétexte pour faire mousser à nouveau ce mouvement "antimondialisation" qui, de Seattle à Millau et Prague, fait décidément beaucoup parler de lui, de manière largement encouragée par la machine médiatique et étatique.

C'est ainsi que les médiatisations des événements de Nice ne se sont pas privées d'opposer la première manifestation, pacifique procession appelée par les grandes centrales syndicales et dont la massivité n'a ému personne, à la seconde, tellement plus radicale et prête à en découdre avec les forces de l'ordre

(SUITE PAGE 2)

Dans ce numéro

Sommet de Nice

Derrière "l'union" européenne, les vrais antagonismes refont surface p. 2

France

Corruption et règlements de compte : le mode de vie de la bourgeoisie p. 3
La CNT sur les pas de la CGT p. 3

Situation internationale

Crise économique p.4
Partout dans le monde, une seule classe ouvrière, un seul combat p.4
"Syndrome de la guerre du Golfe"
La folie meurtrière du capitalisme p. 5

L'assassinat de Trotsky en 1940

Trotsky est tombé parce qu'il était le symbole de l'internationalisme prolétarien p. 8

Derrière "l'union" européenne, les vrais antagonismes refont surface

Début décembre dernier, derrière le brouhaha des manifestations syndicales et antimondialistes, le sommet européen de Nice aura été un moment de plus dans la foire d'empoigne qui règle les relations entre les pays de l'Union européenne. Un de ses objectifs majeurs était ainsi de préparer l'élargissement de l'Union à treize autres pays de l'Europe de l'Est et du Sud méditerranéen et de mettre en oeuvre la réforme des institutions européennes découlant principalement de cet élargissement. Donnant le ton du sommet, la presse bourgeoise annonçait elle-même que cette rencontre se faisait en "rangs dispersés". En fait, chacun pour soi. Derrière le spectacle de la division, la bourgeoisie européenne a donc montré une fois de plus que l'Europe unie n'est qu'un mythe et qu'en son sein se cristallisent de plus en plus clairement les rivalités économiques et politiques entre un certain nombre de pays. Et surtout, le manque de solidarité qui s'est exprimé entre la France et l'Allemagne a mis en exergue des intérêts divergents montrant que chacun des deux Etats ne met pas la même chose dans l'Union Européenne.

Les bases de l'alliance franco-allemande au sein de l'Europe

L'histoire du rapport des forces impérialistes entre les grandes puissances en Europe à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, avec la formation au début des années 50 des blocs de l'Est et de l'Ouest, puis leur disparition dans les années 90, fournit le cadre général des relations franco-allemandes et de leurs diverses péripéties.

Dès la fin des années 40 et au début des années 50, les tensions impérialistes entre les Etats-Unis et l'URSS devenant

de plus en plus aiguës au cœur même de l'Europe, Washington, afin de renforcer le barrage aux visées russes, décida du réarmement allemand, après la création en 1948 de l'Union occidentale (consistant en une coopération de défense entre la France, la Grande-Bretagne et le Bénélux dans le cadre exclusif de l'OTAN). La bourgeoisie française dans son ensemble s'y opposa immédiatement. Au sortir de l'invasion de 1940 faisant suite à deux autres guerres destructrices avec le même ennemi (1870 et 1914-1918), le tout en trois-quarts de siècle, la France pouvait difficilement accepter une telle perspective. D'autant qu'elle comptait bien pouvoir continuer à exploiter la main d'oeuvre gratuite des ouvriers allemands de la Sarre travaillant sous les coups de sa soldatesque occupant la région, comme elle l'avait fait après 1918.

C'est en définitive comme résultat de la pression grandissante des Etats-Unis décidés à organiser le réarmement allemand sans demander son avis à la France que celle-ci opta pour une attitude de conciliation avec l'Allemagne, sur la question de la Sarre en particulier, dans le but de ne pas être exclue du processus et d'y avoir son mot à dire.

Tandis que la Grande-Bretagne, prise à la gorge économiquement par l'Amérique, se rangeait indéfectiblement derrière Washington, Paris fit le "choix" de se rapprocher de l'Allemagne afin de se ménager une certaine indépendance à l'égard des Etats-Unis et de l'OTAN. En ce qui la concerne, l'Allemagne de l'Ouest n'avait pas vraiment son mot à dire par rapport à l'Amérique qui lui payait son redressement économique via le plan Marshall et lui imposait, derrière son réarmement, une présence militaire accrue, forces nucléaires com-

prises. Mais le rapprochement avec la France venait lui apporter la possibilité d'affirmer davantage son identité nationale. Adenauer pouvait ainsi déclarer au Premier ministre britannique Eden et à Guy Mollet en 1956, alors même que l'Allemagne était coupée en deux : *"La France et l'Angleterre ne seront jamais des puissances comparables aux Etats-Unis ni à l'Union soviétique. Ni à l'Allemagne non plus. Il ne leur reste qu'une façon de jouer un rôle décisif dans le monde : s'unir pour faire l'Europe. L'Angleterre n'est pas encore mûre (...) Nous n'avons pas de temps à perdre : l'Europe sera notre revanche."* (1)

Et c'est à travers la constitution de l'Europe économique et de défense militaire, et parallèlement à celle-ci, que la coopération entre les deux pays se développa de façon de plus en plus serrée. Ainsi, en 1954, un an avant les débuts du réarmement allemand de 1955, l'Union de l'Europe Occidentale, modifiant le traité de 1948 mais toujours dans le cadre de l'OTAN, intégrait l'Allemagne fédérale. Tout cela sous l'œil bienveillant des Etats-Unis qui poussaient à la formation de cette institution afin de faire porter aux économies européennes une plus grande part des dépenses militaires et de mieux contrôler ces Etats.

Cependant, les années précédant et suivant l'accord de coopération franco-allemand de 1963 virent des tensions importantes entre la République fédérale et Washington ainsi qu'une aggravation des relations franco-américaines débouchant sur la sortie de la France du Pacte atlantique sans que pour autant elle sorte de l'OTAN ni du bloc américain. La France, dotée de l'arme nucléaire, offrait à de Gaulle la possibilité de jouer les matamores, exigeant le départ des troupes américaines du terri-

toire français, tandis que cette même arme devenait un atout dans les rapports avec l'Allemagne, s'ajoutant à celui conféré par son empire colonial. Les années 70 et 80 ont vu se confirmer ce rapprochement avec notamment la formation de la brigade franco-allemande de 5300 hommes en 1988. D'autre part, c'est autour du couple franco-allemand, avec des hauts et des bas, que l'Europe économique et militaire a pris de plus en plus forme.

La nouvelle donne des années 90

Avec l'effondrement du bloc russe et la dislocation du bloc américain, les conditions de l'alliance franco-allemande se trouvent bouleversées. Ainsi, les divergences d'intérêts potentielles qui restaient jusqu'alors contenues par l'appartenance à un même bloc et par le fait que l'Allemagne fédérale était de toutes façons cantonnée à un rôle de zone tampon face au bloc russe apparaissent au grand jour. L'unification de l'Allemagne, dès 1990, a remis brutalement ce pays à sa place centrale en Europe, l'alliance franco-allemande évoluant donc à présent non plus avec une demi-Allemagne mais avec une Allemagne réunifiée et qui, de surcroît, a pignon sur rue dans tous les pays de l'Est. Aussi l'élargissement actuel prévu principalement vers des ex-pays de l'Est profite essentiellement à celle-ci et va encore renforcer sa position déterminante. Ces nouveaux éléments viennent donner toute sa force à ce qu'annonçait Adenauer en 1956, c'est-à-dire la tendance à long terme vers la constitution d'un bloc allemand. En effet, même si la période actuelle de la décadence capitaliste que le CCI caractérise comme étant celle de la décomposition régie par les lois du "chacun pour soi", rien ne permet d'exclure la possibilité de formation de nouveaux blocs à l'avenir. L'organisation bipolaire de la compétition impérialiste qui est une tendance "naturelle" du capitalisme en déclin, étant déjà apparue en germe en 1989-90. (2)

Un monde bipolaire, dominé par les Etats-Unis et l'Allemagne, c'est bien ce que revendiquait l'ex-chancelier Kohl lorsqu'il déclarait en 1998 : *"Le 20e siècle a été longtemps bipolaire. Aujourd'hui, nombreux sont ceux, y compris aux Etats-Unis, qui s'accrochent à l'idée que le 21e siècle sera unipolaire et américain. C'est une erreur."* (Courrier International du 12 mai 1998)

Et c'est l'explosion de l'ex-Yougoslavie, initiée par le soutien affirmé de l'Allemagne à la Croatie (voir nos différents articles sur la question dans notre presse), suivie d'une guerre meurtrière où les bourgeoisies allemande et française se sont vues défendre respectivement les camps croates et serbes opposés, qui a permis à la puissance d'outre-Rhin de faire des avancées pour son propre compte, en partie au détriment de la France. Cette guerre a ainsi permis à l'Allemagne d'outrepasser l'interdiction qui lui était faite depuis la Seconde Guerre mondiale d'intervenir militairement hors de ses frontières. Si bien qu'aujourd'hui, en alignant 8500 hommes au Kosovo, la RFA représente la 2^e force d'occupation dans la région.

Globalement, depuis le début des années 1990, l'Allemagne est la puissance impérialiste qui s'est affirmée le plus et a gagné un maximum de points par rapport à l'ensemble des autres puissances, et en particulier la France. En revanche, la France a vécu le mouvement

inverse marqué fortement par le recul et les revers constants qu'elle subit dans ses ex-colonies. La position de force que connaissait la France vis-à-vis de l'Allemagne s'est donc clairement renversée.

Malgré l'importance des points gagnés, l'Allemagne n'a pas opté pour une stratégie marquée par une opposition ouverte aux Etats-Unis. En effet, c'est en s'appuyant sur la construction européenne qu'elle affirme ses prétentions et défend ses intérêts propres. Et pour cela l'Allemagne a besoin d'une alliance avec la France qui se trouve avec elle au centre de l'Union européenne. L'Allemagne se trouve donc encore dans l'obligation de flatter son "alliée" française afin que cette dernière ne rejette pas un partenariat au sein duquel il est désormais clair qu'elle aura un rôle de plus en plus subalterne. Ne plus pouvoir compter sur un partenariat avec la France dans la construction de l'Europe reviendrait pour l'Allemagne à renoncer à la dot que le coq gaulois peut apporter, notamment l'arme atomique, mais aussi à un paravent à son avancée impérialiste. Il est significatif qu'au sommet de Nice, les représentants de Berlin aient exprimé leur crainte face à la reconnaissance publique trop ostensible de la puissance allemande. Conscients qu'ils ont tout à perdre du réveil des vieilles craintes quant à l'expansionisme allemand, ils ont pour politique de développer leur influence discrètement et sans publicité.

C'est pour cette raison que, contrebalançant les divergences d'intérêts, les forces qui contraignent la France et l'Allemagne à travailler ensemble restent à l'heure actuelle prépondérantes (3), principalement motivées par une opposition aux Etats-Unis. Ainsi, malgré les résultats boiteux du sommet de Nice, l'avancée dans le domaine militaire se confirme. Le fait que l'Union Européenne Occidentale, jusqu'ici sous contrôle de l'OTAN, vient de passer directement sous celui de l'UE assure la pérennité de l'Eurocorps, force de 50 000 hommes créée en 1992 essentiellement autour des forces armées allemandes et françaises, et la naissance, pour 2003, d'une Force de réaction rapide européenne permanente de 60 000 hommes (dans laquelle la Grande-Bretagne est cette fois intégrée), en sont des signes indéniables.

Les antagonismes qui ont traversé le sommet de Nice vont à l'avenir s'exercer avec encore plus de force, et rien ne dit que les accords France / Allemagne, même sur le plan militaire, y résisteront.

KW (21 décembre)

MOBILISATIONS "ANTIMONDIALISTES"

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

qui a tout de même réussi à perturber quelque peu la tenue du sommet. Dès les premiers heurts de la seconde, les déclarations affluaient. Lionel Jospin d'abord opérait une distinction entre *"les démonstrations des organisations syndicales pacifiques"* et l'action *"de petits groupes violents qui défigurent les causes qu'ils prétendent défendre"* (Le Monde du 9 décembre). Un politologue dira plus tard : *"Même s'il y avait 2% de radicaux violents, ils ne peuvent occulter les 98% qui travaillent sur le fond"* (Libération de 9 et 10 décembre). Les dirigeants "radicaux" s'y mettent aussi : la Confédération Paysanne de Bové parlera de *"minorité minoritaire"*, SUD de *"mômes, âgés de 16 à 20 ans maxi, au discours plutôt minimaliste"* (ibid).

D'un côté, on nous présente donc des syndicats organisés, puissants et pacifiques, qui manifestent derrière des revendications "constructives" dans des défilés bien encadrés. De l'autre, des mobilisations de "citoyens", apparemment plus "subversives", incluant des actions moins contrôlables et plus "sauvages", sur un thème faussement radical et fédérateur : "l'anti-mondialisation".

L'agitation antimondialiste passe ainsi pour une "alternative" radicale aux défilés ronronnants et parfaitement institutionnalisés des syndicats. Elle se présente, et on la présente, comme une voie à suivre pour tous ceux qui cherchent à se battre sur un terrain anticapitaliste.

Mais cela n'est qu'un leurre, une illusion et un piège.

Nous avons déjà montré comment la focalisation sur la prétendue nouveauté que serait la "mondialisation" est une mystification qui cherche à détourner toute véritable dénonciation du capitalisme. Elle ne fait que masquer l'aggravation de la crise du capitalisme et l'exacerbation de la concurrence entre Etats (dans un marché déjà mondial depuis près d'un siècle !) et partant, des attaques toujours plus dures sur les conditions de vie du prolétariat (1).

Les tenants de l'anti-mondialisation et leurs mobilisations "citoyennes" développent, en vérité, derrière un discours d'apparence radicale, une propagande profondément nationaliste et fondamentalement bourgeoise : la défense de "l'intérêt national" et de l'Etat contre les différents organismes internationaux mis en place par les Etats eux-mêmes, qu'ils aient nom OMC, Union européenne ou FMI. Elles participent pleinement de toutes les assourdissantes campagnes médiatiques à la gloire de la démocratie bourgeoise, en occupant, en leur sein, le créneau de "la base" et des "citoyens", par opposition à celui des partis politiques et du jeu électoral, particulièrement discrédités. Mais elles jouent le même rôle : celui de masquer les antagonismes de classe de la société et de renforcer l'illusion que l'Etat bourgeois pourrait être "au service du peuple", pour peu que les "citoyens" s'en mêlent.

Exit la lutte de classe donc au profit de celle de "citoyens" qui, bourgeois et prolétaires confondus, devraient s'unir pour défendre les prérogatives de l'intérêt national (qui ne peut être que l'intérêt du capital national !) et de l'Etat contre tout ce qui peut le "menacer".

En canalisant ceux qui rejettent les syndicats et leur rôle de saboteurs et de tampons sociaux vers la défense de causes aussi étrangères à la classe ouvrière que la défense de la production nationale ou régionale, la revendications d'échanges commerciaux "plus respectueux des intérêts nationaux" ou le respect des prétendues "libertés démocratiques", la bourgeoisie cherche surtout à éviter tout débordement de la combativité ouvrière sur un terrain de classe. S'en remettre aux syndicats ou se placer sur le terrain interclassiste du "combat citoyen", voilà le faux choix qu'on propose aux prolétaires à la recherche d'une perspective. Et la bourgeoisie sait bien que, tant que la réponse ouvrière aux coups de plus en plus durs que la crise du capitalisme impose à ses conditions de vie sera enfermée dans de tels faux choix, elle pourra dormir sur ses deux oreilles.

H (15 décembre)

(1) Voir la Revue Internationale n°86, "Derrière la 'mondialisation' de l'économie, l'aggravation de la crise du capitalisme" et RI n° 297 et 304.

AFFAIRES

Corruption et règlements de compte : le mode de vie de la bourgeoisie

La divulgation du testament vidéo de Jean-Claude Méry (*Le Monde* des 21 et 22 septembre), un des pourvoyeurs de fonds du RPR jusqu'en 1994, n'est qu'une illustration de plus des mœurs mafieuses d'une classe dominante, la bourgeoisie, dont l'exploitation de la classe ouvrière et l'extorsion de plus-value tous azimuts sont l'essence même. Le détournement de marchés publics, des fonds d'organismes sociaux, la fraude fiscale, les sociétés écrans en Suisse, la corruption systématique, etc., ne sont finalement que des agissements très bénins d'une classe qui ne rechigne pas devant l'assassinat ou la boucherie guerrière quand ses intérêts le lui commandent. Il n'est pas un parti de la classe dominante, du PC à l'extrême-droite, qui n'ait déjà été largement mêlé à des affaires de corruption (1).

Ce n'est pas la première fois que des scandales de la bourgeoisie éclatent en cascade. Mitterrand en son temps avait fait voter une loi d'amnistie destinée à blanchir une palanquée d'hommes politiques de différents bords compromis dans différentes affaires. Il s'agissait d'un "deal" public entre les différentes formations politiques permettant de "remettre les compteurs à zéro" sur un ensemble de dossiers remontés sur la place publique. La première qu'avait constituée cette amnistie mutuelle intervenait déjà dans un climat de recrudescence des affaires. Et, depuis lors, cela n'a fait que s'aggraver, en France comme dans tous ces grands pays démocratiques qui se donnent des airs de respectabilité vis-à-vis des pays "moins civilisés" où le crime et la mafia ont pignon sur rue de façon plus ostensible, comme en Russie par exemple. Si, aujourd'hui, la classe bourgeoise a plus de mal à "se tenir" qu'auparavant, si elle est moins respectueuse de son Etat et de ses lois ou encore si, en son sein, c'est de plus en plus le chacun pour soi, c'est justement à cause du climat délétère qui accompagne la décomposition sociale de son système. Terrassée dans ses fondements par l'approfondissement irrémédiable de la crise économique, la société pourrit sur pied. Cela n'est pas sans implication sur la bourgeoisie dans son ensemble qui, se trouvant dans l'incapacité croissante de donner une perspective à la société, vit de plus en plus au jour le jour et tend à perdre de vue les intérêts supérieurs de sa classe et les impératifs de défense du capital national.

La multiplication des affaires en France ne constitue donc en rien une exception au niveau international. Néanmoins, les dernières péripéties judiciaires portent la marque de spécificités françaises. Toutes les formations politiques ont été éclaboussées par les récents scandales, mais le RPR a été littéralement couché. En fait, les récents aveux de Louise-Yvonne Casetta, la "cassette" du RPR, et la remise sur le grill judiciaire de Roussin, bras droit de Chirac à la mairie de Paris, signifient très probablement que de larges fractions de la bourgeoisie sont décidées à mettre le paquet pour en finir avec Chirac, et les éléments les plus obtus du RPR.

Officiellement, l'instruction sur l'affaire des HLM de Paris était close depuis octobre 1999, avec comme résultat le plus spectaculaire la mise en examen de Tibéri, dauphin de Chirac à la mairie de Paris, maintenant lâché par les siens. Les révélations de Méry, puis de Casetta, sont venues opportunément rappeler que

c'était Chirac le véritable maître d'œuvre de la pompe à fric. Cette enquête avait eu pour origine un contrôle fiscal de Méry diligenté "*sur instruction du cabinet de M. Sarkozy*" (*Le Monde* du 22 septembre) alors un des plus fervents supporters de Balladur contre... Chirac. Dans la foulée, la candidature Balladur en 1995 avait été également une tentative d'écarter cette composante la plus archaïque de la droite française qu'est le gaullisme, historiquement liée à des secteurs rétrogrades (paysannerie, petite-bourgeoisie, petits patrons).

En effet, ce n'est pas d'hier que la fraction la plus consciente de la bourgeoisie doit supporter les frasques de ce courant politique à l'idéologie popu-

liste de type caporal-chef qui empêche l'émergence en France d'un grand parti de droite directement lié à la bourgeoisie industrielle comme les conservateurs en Grande-Bretagne ou la CDU en Allemagne. Président depuis 1974, Giscard, en essayant de réduire l'influence du gaullisme n'avait réussi qu'à aggraver la fracture à droite, entraînant la démission de Chirac, alors premier ministre, en 1976. Celui-ci partait fonder le RPR et préparer l'échec de Giscard à l'élection de 1981. En 1988, alors même que les socialistes avaient été totalement discrédités par cinq années de pouvoir anti-ouvrier, il avait suffi de deux ans d'une cohabitation catastrophique avec Chirac, de nouveau premier ministre depuis 1986, pour assurer la réélec-

tion de Mitterrand. Après s'être imposé *in extremis* en 1995, Chirac a porté l'inconséquence à son zénith en 1997 avec la pitoyable dissolution de l'assemblée et l'explosion de la droite qui en est la conséquence.

Si les médias ont accordé une place aussi importante à des scandales qui couvrent de boue la "classe politique", c'est aussi parce que le discrédit qui en résulte pour un nombre croissant de politiciens considérés comme véreux peut aussi servir de point d'appui à des campagnes idéologiques appelant les exploités à lutter pour une démocratie propre, une justice intègre et indépendante et autres sornettes. En bref, toutes choses qui écartent la classe ouvrière de

ses véritables préoccupations et l'engage à quitter le terrain de ses luttes. De plus, cela permet de brouiller les cartes en faisant écran à un autre discrédit, bien plus lourd de conséquences pour la classe dominante : celui qui tend à affecter la gauche alors qu'elle est le maître d'œuvre d'attaques toujours plus profondes portées contre la classe ouvrière.

BTB (14 décembre)

(1) Concernant l'extrême-gauche du capital (LO, LCR, PCI trotskiste), les exemples sont moins nombreux, du fait qu'elle est moins impliquée dans la gestion du capital. Il en existe quand même. Pour sa part, le PCI trotskiste a trempé dans des malversations, à la MNEF et au comité d'entreprise de la sécurité sociale, destinées à alimenter ses caisses.

Quand la CNT marche sur les traces de la CGT

meeting et, visiblement peu intéressés à poursuivre la discussion, ils commencent à ranger nos publications. Peu désireux de céder à la provocation, nous ramassons nos publications que nous allons disposer sur des chaises à l'entrée du bâtiment.

Les discours du meeting

Il y a deux intervenants. Le premier fait un très long exposé sur les mesures adoptées récemment par le gouvernement et le patronat ainsi que sur l'attitude de certains syndicats qui ont signé ces mesures. La cible favorite (en tout cas celle qui est explicitement nommée) est la CFDT de Nicole Notat. La nature anti-ouvrière de la politique du gouvernement et le rôle de complice joué par ce syndicat est bien mise en évidence. Cependant, le principal reproche que l'orateur adresse à ces mesures ainsi qu'à l'attitude de la CFDT est de s'inscrire "*dans une logique du libéralisme*" et de conduire notamment à la mise en place d'un système de santé "*à l'américaine*". Il déclare par exemple que la médecine du travail est loin d'être parfaite mais que ce n'est pas une raison de vouloir tout jeter sans réflexion. Il conclut finalement sur l'idée que la CNT, contrairement à d'autres syndicats, est fidèle à l'éthique du syndicalisme en se battant notamment pour le "*droit à la formation*" et à "*l'évolution professionnelle*".

Le deuxième intervenant nous décrit en détails la nouvelle convention concernant les intermittents du spectacle. Il est clair que c'est une catégorie de salariés particulièrement vulnérable. Cependant, la teneur de son discours est du même acabit que celle du discours précédent : on décortique par le menu les accords passés entre certains syndicats et le patronat, sans oublier chacun des points des annexes, mais à aucun moment on ne met en avant une quelconque perspective de développement des luttes, d'extension de celles-ci en dehors du cadre corporatif.

Avant d'ouvrir la discussion, le premier intervenant se sent obligé de faire un petit ajout. Il dit qu'il serait important que le mouvement syndical mène une réflexion sur la finalité du travail notamment à l'occasion du passage aux 35 heures. Une telle réflexion est présentée comme "révolutionnaire".

Notre intervention met en avant les points suivants :

- le capitalisme est confronté à une crise économique insurmontable et la bourgeoisie ne peut avoir d'autre politique que d'attaquer toujours plus les conditions de vie de la classe ouvrière ;
- les attaques qui ont été décrites par le détail font partie de cette politique bourgeoise qui est menée aussi bien par les partis de gauche que par les partis de droite ;
- il est tout à fait faux de ramener ces attaques à une question de politique "libérale", "à l'américaine" ; les régimes stalinien où l'économie était entièrement étatisée menaient également des attaques particulièrement féroces contre la classe ouvrière ;
- en ce sens, la fausse alternative "plus d'Etat contre moins d'Etat", "nationalisation contre privatisation" constitue une mystification pour la classe ouvrière et conduit ses luttes dans une impasse ; la CNT reprend les mêmes arguments mystificateurs que la CGT ;
- d'ailleurs, la CNT, qui pourtant se revendique du "syndicalisme révolutionnaire", n'a évoqué qu'une seule fois le mot "révolution" et dans des termes que n'importe quel sociologue appointé par le parti socialiste pourrait revendiquer ;
- en fait, le discours de la CNT est parfaitement réformiste et ne se distingue en rien, sur le fond, de celui de la CGT (qui elle aussi est contre la "*logique du libéralisme*") ; d'ailleurs beaucoup de meetings de la CGT ont plus de "punch" que le présent meeting où la nécessité du développement des luttes a été fort peu évoquée ;
- le discours réformiste de la CNT n'est pas surprenant ; quelle que soit la volonté initiale de ses militants, tout syndicat est conduit à adopter un tel discours et à mener une politique de même nature que les grandes centrales qu'on veut dénoncer ;
- la perspective que les organisations révolutionnaires, comme le CCI, doivent mettre en avant est celle d'une extension des luttes ouvrières, d'une prise en main de celles-ci par les assemblées générales et non par les "spécialistes" syndicaux ;
- ces organisations doivent également être claires sur le fait que les luttes ouvrières ne peuvent faire reculer de façon définitive la bourgeoisie ; que celle-ci, poussée par la crise, reviendra constamment à la charge ; et que ces

luttes doivent être conçues comme les préparatifs au renversement du capitalisme.

Les réponses données par les deux orateurs à notre intervention sont significatives.

Le premier dit qu'il ne pense pas que le capitalisme soit en crise et que les attaques actuelles correspondent à une restructuration du capitalisme ; par ailleurs, selon lui, les ouvriers ne pourront faire la révolution que s'ils ont compris le PARE (sic !). (1)

Le second, se rendant compte que son discours sur les intermittents du spectacle était tout sauf mobilisateur, se sent obligé d'y apporter un complément :

- oui, il faut appeler les travailleurs à la lutte et à la mobilisation (il avait oublié d'en parler dans sa première intervention, mais c'était implicite) ;
- d'ailleurs, il faut lutter même quand cela risque de couler l'entreprise ; si une entreprise fait faillite, tant mieux ! après tout les révolutionnaires sont pour la destruction des entreprises ;
- en ce sens l'action des travailleurs de Cellatex (2) et autres, où ils ont menacé de démolir l'outil de travail, est exemplaire et potentiellement révolutionnaire.

Ainsi, lors de cette soirée, nous avons eu avec la CNT tout l'éventail des mystifications syndicalistes classiques que nous dénonçons régulièrement dans nos colonnes. Il n'y a même pas manqué le couplet sur les actions "exemplaires", censées être "très radicales", mais qui ne sont en fait que des impasses (2). Ce qu'il faut noter enfin, c'est que le discours des fameux "révolutionnaires" de la CNT sur la situation du capitalisme est le même que celui des réformistes du siècle dernier (comme Bernstein) que dénonçaient justement les révolutionnaires. Il est celui de la bourgeoisie, tous secteurs confondus, qui ne peut évidemment accepter que son système soit en crise mortelle.

Quant aux méthodes "musclées" de la CNT, elles sont en harmonie avec sa politique antiouvrière : sur ce terrain également cette organisation aspire à prendre la place de la CGT.

Fabienne (22 décembre)

(1) Plan d'aide pour le retour à l'emploi. Sur cette attaque antiouvrière, voir *RI* n° 306, novembre 2000.

(2) Voir *RI* n° 304, septembre 2000

La reprise : une illusion L'aggravation de la condition ouvrière : une réalité

Chute des valeurs boursières de la nouvelle et de l'ancienne économie, tendance à la reprise de l'inflation, menaces d'un ralentissement de la croissance mondiale, risques de banqueroute de l'Argentine nécessitant une nouvelle intervention du FMI, risques encourus par les banques ayant des créances douteuses même aux Etats-Unis !

Qu'en est-il de cette période de croissance ininterrompue dans laquelle l'économie mondiale est supposée être entrée depuis au moins la deuxième moitié des années 90 ? Qu'en est-il des perspectives encore plus radieuses promises par l'avènement de la nouvelle révolution technologique que nous serions en train de vivre, en particulier grâce à Internet. De l'intox, comme le montre la situation réelle de la classe ouvrière et de l'économie qui n'ont cessé de se dégrader pendant ces dernières années.

Depuis la fin des années 60, période à partir de laquelle le capitalisme entrerait de nouveau dans une période de crise ouverte de surproduction, la bourgeoisie n'a jamais manqué une occasion d'exploiter les phases de reprise de la croissance, pourtant toujours plus courtes et succédant à des phases de récession ouverte, toujours plus profondes et dévastatrices, pour alimenter des campagnes idéologiques sur une prétendue nouvelle prospérité du capitalisme. C'est ainsi qu'elle s'est efforcée, non sans un certain succès, de masquer en partie la profondeur de la tendance générale de la dégradation de l'économie depuis trente ans.

Mais n'est ce pas réellement différent depuis la fin de la récession du début des

années 90 ? Le capitalisme n'aurait-il pas démontré pendant cette période qu'il est encore un système capable d'apporter le progrès ? En effet, les Etats-Unis viennent de connaître neuf années avec des taux de croissance positifs, et cela de façon interrompue. Cela ne s'était pas vu depuis la Seconde Guerre mondiale, les puissances européennes, elles aussi, connaissant la croissance depuis 1994. Quant à la "crise asiatique" de 1997-98, qui n'a pas eu finalement les effets dévastateurs tant redoutés sur le reste de l'économie mondiale, ne peut-elle pas être considérée comme une crise de croissance du système plutôt que comme la marque des contradictions insurmontables de celui-ci ? De plus, le capitalisme ne prouverait-il pas sa capa-

cité à se régénérer à travers des révolutions technologiques constituant là aussi, malgré des aléas, une source irréfutable de prospérité ? Et enfin, l'actuelle décrue du chômage dans les pays industrialisés ne constituerait-elle pas "la preuve par 9" que nous sommes réellement entrés dans une période de prospérité ?

Toutes les manifestations d'une prétendue prospérité du capitalisme se basent sur des indicateurs, créés par la bourgeoisie elle-même, pour évaluer les tendances de son système. S'il faut savoir prendre ceux-ci en compte, c'est à leur juste niveau que cela doit être fait, c'est-à-dire après l'examen de l'évolution réelle des conditions sociales.

Quelle évolution de la situation de la classe ouvrière pendant la croissance des années 90 ?

Au 19^e siècle, tout en montrant le caractère indissoluble des contradictions du capitalisme, les marxistes avaient mis en évidence les progrès que ce système d'exploitation était capable de faire accomplir à l'humanité. Au premier rang de ceux-ci se trouvait le développement considérable des forces productives et de la classe ouvrière, basé sur une prospérité réelle.

Depuis le début du 20^e siècle, il appartient aux révolutionnaires de mettre en évidence cette réalité nouvelle, que la bourgeoisie cherche à masquer ou atténuer, celle du déclin du mode de production capitaliste, lequel se manifeste entre autres par une détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière et une tendance à l'exclusion du processus de production d'une masse croissante de chômeurs. La réapparition de la crise ouverte de surproduction à la fin des années 60 (1) illustre cette tendance puisqu'elle a été responsable d'un recul important de la situation de la classe ouvrière dans les pays industrialisés, notamment sous la forme d'un chômage massif et du développement de la paupérisation absolue dans ces mêmes pays. Ses conséquences ont été encore plus dramatiques sur les pays du tiers-monde avec le développement d'une masse permanente de sans emplois vivant dans des conditions inhumaines. C'est l'aggravation de cette crise qui s'est trouvée être fondamentalement à l'origine de l'effondrement des régimes staliniens. Et enfin, l'impasse économique a vu ses effets destructeurs considérablement amplifiés à travers la fuite en avant des différents Etats dans la guerre ou la destruction de l'environnement. Ainsi, la crise économique est bien à la racine

d'une crise sociale sans précédent qui menace l'existence même de l'humanité.

Les "années de croissance" de la dernière décennie ne font en rien exception à ce tableau dramatique (2) puisqu'elles ont été accompagnées d'une aggravation de la situation sur tous les plans : multiplication des conflits guerriers et des catastrophes écologiques, progression et intensification de la misère dans le monde, y compris pour la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme.

Quant à la décroissance du chômage tant vantée par la bourgeoisie, elle est faite à la fois de trucages dans le décompte du nombre des chômeurs et de l'explosion du travail précaire (3). Si le nombre d'emplois précaires créés est supérieur à celui des emplois stables supprimés, le solde pour la classe ouvrière est néanmoins globalement largement négatif en terme de niveau de vie. Une telle situation est notamment illustrée par le fait que, aux Etats-Unis en particulier, de plus en plus de salariés ne sont plus en mesure de se loger.

Quelle réalité de la croissance dans les années 90 ?

La crise est avant tout une crise de surproduction résultant de l'insuffisance de marchés solvables nécessaires au capitalisme pour écouler sa production. Pour tenter d'y pallier, les différents Etats ont créé artificiellement, depuis la fin des années 60 (comme dans les années 30), des marchés à coups d'endettement. Et comme le remède ne constitue pas une solution, à chaque rechute, c'est-à-dire à chaque ralentissement de l'activité économique, il a fallu recourir à un nouvel accroissement de l'endettement mondial qui atteint aujourd'hui des sommes faramineuses. C'est ainsi que se constitue une dette qui ne pourra jamais être remboursée et qui se fait toujours plus menaçante pour la stabilité de l'économie mondiale.

Si, malgré toutes les contradictions qui assaillent le capitalisme, la crise ne s'est approfondie qu'à un rythme relativement lent, c'est parce que les Etats les plus puissants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir, notamment en s'endettant, pour étaler dans le temps ses manifestations au cœur du capitalisme (4). Une telle politique de la classe dirigeante vise en particulier à éviter que des accélérations brutales de la crise favorisent les mobilisations ouvrières contre des attaques brutales, massives et généralisées et éveillent ainsi la conscience de la classe ouvrière quant à la nécessité d'en finir avec ce système. Mais, si elle peut agir sur le rythme de la crise, elle ne peut par contre pas empêcher l'approfondissement de celle-ci. Y compris pendant les phases dites de croissance, cette crise s'aggrave comme en témoignent, par exemple, le processus de désertification industrielle qui a sévi dans les années 80, au cœur des pays les plus développés d'Europe ou aux Etats-Unis, ou encore les brutales saignées dans l'appareil productif de certains pays de la périphérie du capitalisme (pays d'Asie), y compris parmi les plus industrialisés de ceux-ci (la Corée), dans la deuxième moitié des années 90.

En fait les indicateurs de la bourgeoisie sont trompeurs. Ainsi lorsqu'ils mesurent la croissance, ils ajoutent pêle-mêle les dépenses improductives et celles qui sont productrices de richesses, mais dont une partie significative est achetée au moyen de dettes qui ne seront jamais remboursées.

(SUITE PAGE 5)

Une seule classe ouvrière, un seul combat

Les mensonges de la propagande bourgeoise sur la nouvelle prospérité apportée par la bonne santé de l'économie et sa prétention à enterrer la lutte de classe sont de plus en plus démentis par la réalité.

Argentine

Le 12 novembre, l'Etat argentin a annoncé un "plan économique d'urgence" d'une violence sans précédent : abolition du système étatique de sécurité sociale, révision du système de retraites des employés publics, allongement de l'âge de la retraite de 60 à 65 ans pour les femmes, dérégulation des services de santé. Ce coup de massue est intervenu alors que, depuis plus d'un mois, le pays était déjà le théâtre de nombreuses manifestations contre la misère et de violents affrontements avec la police. Le chômage atteint officiellement 30% de la population active et en fait c'est plus de 50% qui est soumise aux différentes formes de sous-emploi. 13,2 millions d'Argentins (sur une population totale de 33,6 millions) vivent en dessous du "seuil de pauvreté", c'est à dire avec moins de deux dollars par jour dont 3 millions qui sont privés de toute ressource. Et, comme le cite le journal *Libération*, cette misère n'est pas le seul fait de couches marginalisées peuplant les bidonvilles : "C'est une pauvreté derrière la porte", quasi invisible, cachée dans les appartements de la capitale. Aujourd'hui, sur dix pauvres de Buenos Aires et de sa banlieue, six font partie de la classe moyenne". (1). Ce que les sociologues appellent si pudiquement "classe moyenne", c'est tout simplement le prolétariat des grandes villes qui a encore la "chance" d'avoir un emploi.

La répression policière contre les protestations ouvrières a été extrêmement violente, faisant des morts et des blessés parmi les manifestants. *Le Monde* du

14/11 rapporte que suite à l'assassinat par la police d'un chauffeur d'autobus, père de cinq enfants, qui n'avait pas touché son salaire depuis un an, une véritable émeute a embrasé la ville de Tartagal dans le Nord Ouest du pays. Si on en croit la presse bourgeoise, avare d'informations, des affrontements, manifestations, grèves et actions de coupures de routes se seraient ainsi multipliés dans toutes les provinces et notamment à Buenos Aires.

Cette situation a contraint les syndicats à radicaliser leur langage, y compris la "CGT officielle" qui soutient habituellement le gouvernement. Les trois centrales syndicales se sont ainsi mises d'accord pour organiser, pour les 23 et 24 novembre une "grève générale" de 36 heures pour protester contre le plan d'austérité du gouvernement et les "diktats" du FMI présenté comme le seul responsable des attaques, en espérant bien en faire le point d'orgue de l'agitation sociale. La grève a été très massivement suivie, touchant tous les secteurs et les grandes concentrations industrielles de Buenos Aires et Cordoba, les provinces de Neuquen, de Santa Fé et de Tucuman, avec de nombreuses manifestations et des rassemblements.

Espagne

Comme dans d'autres pays, la combativité ouvrière s'affirme en Espagne. Dans ce pays, les syndicats ont canalisé le mécontentement en parvenant à organiser la division entre secteur privé et secteur public. Ainsi, ils ont appelé à une journée d'action des travailleurs précaires le 13 décembre dernier et le lendemain, 14, à une autre mobilisation en direction des fonctionnaires.

La journée du 13 décembre était une protestation contre le projet de réforme de la législation du travail qui menace

d'étendre les emplois précaires. Depuis 1997, date du premier accord entre patronat, gouvernement et syndicats censé limiter l'explosion de la précarité, les "contrats-poubelles" se sont multipliés et touchent aujourd'hui 32% des salariés (record d'Europe) (2), notamment dans des emplois peu qualifiés comme le gardiennage et la manutention ou dans des secteurs comme l'hôtellerie et la construction. La plupart de ces contrats de travail sont de trois mois, permettant ainsi de trafiquer et dégonfler artificiellement les chiffres du chômage (cf. notre article "Plein emploi ou chômage masqué" dans *RI* n°307.) Le syndicat UGT (proche du PS espagnol) et les CCOO ("Commissions ouvrières" liées au PCE) ont ainsi pris les devants de la colère ouvrière en appelant à cette manifestation.

Les 2,2 millions de fonctionnaires (employés par l'Etat central, les régions autonomes ou les municipalités) étaient à leur tour appelés le lendemain à une journée de grèves et de manifestations par les deux mêmes syndicats, suite à l'annonce d'une augmentation des salaires de 2% dans la fonction publique, alors que le taux officiel d'inflation est de 4% pour 2000. A l'occasion de cette grève, le gouvernement imposait une hausse des quotas sur les réquisitions : 100 % pour les personnels des aéroports, des urgences hospitalières et des prisons, 80 % pour les autres secteurs hospitaliers, 60 % pour l'enseignement primaire, 30 % la sécurité sociale, 15 % la poste... Les syndicats, s'ils ont protesté pour la forme contre ces mesures, se sont tout de même engagés à faire appliquer ce contingentement.

Grande-Bretagne

L'annonce brutale, début décembre, de la fermeture de l'usine automobile Vauxhall à Luton par General Motors,

entraînant 2200 suppressions d'emploi et des milliers d'autres dans la sous-traitance, a provoqué une immense colère. Plusieurs centaines d'ouvriers ont immédiatement débrayé spontanément et se sont rassemblés devant le siège social de Vauxhall d'où ils ont été délogés par la police. Cette attaque survient seulement peu de temps après la brutale fermeture des usines Rover au printemps dernier et les grèves et manifestations qu'elle a provoquées. *The Observer* estime que, entre août 1999 et octobre 2000, 95 000 emplois industriels ont été supprimés et que d'ici 2009 le gouvernement prévoit la disparition d'environ 670 000 emplois dans l'industrie. Et la combativité ouvrière ne concerne pas seulement l'industrie. Une série de grèves simultanées se sont produites fin novembre et début décembre dans les Postes, à Cardiff, Blackpool, Londres, Belfast et Edimbourg, impliquant 4000 ouvriers. Les tentatives de la direction des postes de faire trier le courrier par d'autres dépôts a eu pour seul effet des débrayages de solidarité dans les centres concernés de Swindon, Oxford et Bristol.

RI

(1) *Le Monde* du 14/11 et *Libération* du 25/11.

(2) En même temps, on assiste à une dégradation accélérée des conditions de travail. L'Espagne détient aussi, ex aequo avec l'Italie, le record des accidents de travail. Alors qu'à l'échelle communautaire l'indice des accidents mortels est de 5,5 pour mille, elle atteint un taux proche de 14 (plus 4,8% en un an et plus 12,8% pour les accidents entraînant une invalidité permanente).

"SYNDROME DE LA GUERRE DU GOLFE"

La folie meurtrière du capitalisme

Il y a 10 ans, entre le 17 janvier et début mars 1991, la guerre du Golfe avec les opérations Tempête du Désert et Bouclier du Désert (bombardements aériens puis opérations terrestres) nous était présentée dans un premier temps comme une guerre propre, avec ses soi-disant "frappes chirurgicales", une guerre moderne dont les seules images qui nous parvenaient ressemblaient aux jeux vidéos des "war games".

En fait, cet horrible carnage a fait en six semaines près de 500 000 morts, avec ses 106 000 raids aériens et plus de 100 000 tonnes de bombes déversées.

Aujourd'hui, on fait état d'un mal mystérieux nommé "syndrome du Golfe" qui toucherait officiellement 133 000 personnes dans les pays occidentaux, non seulement les Gi's mais l'ensemble des forces de l'OTAN, non seulement des militaires mais des civils (par exemple des journalistes).

Comment se manifeste cette "maladie" ? Par des lésions pulmonaires irréversibles apparaissant des mois après la contamination, des troubles gastro-intestinaux aigus, un endommagement de la circulation du sang et des tissus inter-

nes, favorisant le développement de nombreux cancers (notamment la leucémie), et surtout l'apparition chez les enfants de malformations génétiques telles qu'absence ou atrophie de bras ou de jambes. Personne ne peut évaluer l'ampleur ni le degré de la contamination.

Le cynisme des grandes puissances

A l'heure de la fermeture de Tchernobyl, 14 ans après la catastrophe qui fait couler tant d'encre et de larmes de crocodiles parmi les médias sur le sort tragique et les malformations génétiques auxquelles sont encore exposées en permanence des dizaines de milliers de victimes, voilà une autre manifestation de la folie meurtrière du capitalisme. On ne peut la mettre sur le compte de la décomposition affectant les seuls pays de l'ex-bloc de l'Est. Cette nouvelle monstruosité est cette fois un pur produit du perfectionnement des engins de mort des nations "démocratiques" et "civilisées". Il n'y a aucune illusion à se faire.

L'armée française a longtemps prétendu être épargnée mais elle ne peut plus aujourd'hui nier l'évidence. Cependant, l'évocation forcée de ces faits dans les médias, malgré les tentatives de black-out entrete nu pendant des années, masque et déforme encore la réalité.

Ainsi, le général Roquajoffre qui dirigeait les forces françaises dans le Golfe s'est empressé de mettre en cause un médicament, la pyridostigmine, administré aux troupes d'intervention et censé les protéger contre les effets des armes chimiques irakiennes. La plupart des causes invoquées, telles que ce médicament, l'incendie des puits de pétrole en Irak et au Koweït, la destruction d'entrepôts ou d'usines abritant des armes chimiques en Irak qui aurait contaminé l'atmosphère ont toutes l'avantage de continuer à charger l'adversaire, l'Irak, et à le présenter comme le vrai responsable de la contamination. L'état-major allié n'est tout au plus incriminé qu'au titre de l'insuffisance ou de l'inadaptation des moyens de prévention. Quand ces "problèmes" ne sont pas mis simplement sur le compte de la négligence individuelle des combattants qui auraient

retiré leur masque ou leur tenue de protection.

La réalité est tout autre et elle est bien plus terrible et accusatrice. Quand elle est évoquée comme dans *Le Monde* du 5 décembre, c'est à titre d'hypothèse comme les autres. Un article de *Science & Avenir* (S & A) daté de décembre 2000 et une enquête du *Monde Diplomatique* daté de juin 1999 soulèvent un coin du voile.

En fait, la cause principale de la maladie est l'utilisation massive dans les bombardements d'obus anti-chars à l'uranium appauvri, déchet émettant une intense radioactivité. Un examen scientifique "a détecté dans les urines d'anciens combattants américains, canadiens et britanniques de la guerre du Golfe des traces d'uranium 236. Problème, cette variété n'existe pas dans la nature.(...) Cet isotope est un déchet nucléaire." (S & A).

Cet armement s'intègre dans la large panoplie des armes "dernier cri" les plus meurtrières qui ont été expérimentées dans la guerre du Golfe, bombes à dépression qui absorbent l'oxygène de l'air, provoquant la mort instantanée par éclatement des poumons.

Mais l'autre élément majeur, c'est que cet armement, s'il a été utilisé et testé pour la première fois à large échelle lors de la guerre du Golfe, a été depuis tout aussi massivement employé sur le sol européen lui-même au cours de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, d'abord en Bosnie, puis au Kosovo et lors des bombardements sur la Serbie et Belgrade l'an dernier. Les chiffres sont éloquentes : "Quelque 300 tonnes d'uranium appauvri ont été déversées sur l'Irak pendant la guerre du Golfe (...) L'OTAN a reconnu avoir tiré 31 000 obus d'avion A-10 au Kosovo, ce qui représente plus de 9,3 tonnes d'uranium appauvri. Mais ces données ne prennent pas en compte l'uranium qui équipe les perforateurs des bombes et des missiles." (S & A). Elles ne prennent pas non plus en compte les autres "terrains opérationnels" évoqués, tels que la guerre en Bosnie ou les bombardements intensifs sur la Serbie.

"Parmi les causes évoquées (armes chimiques, pilules de pyridostigmine, vaccin expérimental, ...), l'utilisation massives d'armes à l'uranium appauvri est la plus probable. Les autres apparaissent de plus en plus comme de simples écrans de fumée pour cacher ce que fut, dans le Golfe comme au Kosovo, de véritables guerres "atomiques", est amenée à conclure elle-même la revue scientifique. Ces armes ont été utilisées par l'armée pour leur "efficacité sur le champ de bataille" en toute connaissance de leurs effets toxiques destructeurs. Dès juillet 1990, un groupe de recherche lié à l'armée américaine publiait un rapport établissant que "l'uranium appauvri est un émetteur de rayons alpha de faible intensité qui est lié au cancer quand l'exposition est interne (par ingestion ou inhalation), et que la toxicité chimique provoque des dommages aux reins (...) L'exposition des soldats à des aérosols d'uranium appauvri pourrait être significative avec des effets potentiels radiologiques et toxiques" en ajoutant avec un parfait cynisme : "Des efforts de relations publiques sont (donc) conseillés, ils pourraient ne pas être efficaces étant donné la perception (négative) de la radioactivité par le public. Les activités de combat et de manœuvre présentent un risque d'opposition internationale."

Ainsi, après l'explosion des obus, l'air se retrouve sur un très large rayon d'action contaminé par des multitudes de particules radioactives. Le tiers d'un obus d'uranium appauvri est pulvérisé en oxyde du fait de son embrasement causé par l'impact et dégage une activité qui atteint 500 fois la limite annuelle de toxicité par inhalation et 10 fois par ingestion. Cette utilisation de l'uranium appauvri provient de son efficacité et de sa rentabilité. En équipant les têtes d'obus, il est une redoutable arme anti-chars capable de percer le plus résistant des aciers et le béton, il perfore le char ennemi et le brûle en même temps : destruction assurée. Mais surtout, si les têtes d'obus à l'uranium appauvri ont supplanté les pointes d'obus en tungstène, c'est parce que ce métal était trop cher à produire, étant relativement rare et difficile à usiner, alors que l'uranium appauvri est abondant et son coût est faible puisqu'il est produit en grande quantité comme déchet de l'industrie nucléaire (notamment par les réacteurs nucléaires) et qu'il est capable de s'enflammer à une température relativement basse. Ainsi, il équipe les mitrailleuses des avions américains A-10 qui peuvent tirer des rafales à la cadence impressionnante de 4500 coups à la minute, largement utilisés dans les bombardements aériens dans le Golfe comme sur le territoire yougoslave mais aussi les têtes des fameux missiles de croisière Tomahawk qui ont frappé la Serbie. De plus, pour les "opérations terrestres" comme celle déployée dans le Golfe, de telles munitions ont été tout aussi utilisées car elles s'adaptent aux canons des hélicoptères Apache et aux véhicules blindés du type de l'Abrams américain ou du Leclerc français.

Chaque obus contient en moyenne 8,2 kilos d'uranium appauvri.

Le rôle de la France dans la contamination

Dès la fin des années 70, les autorités américaines exportent des centaines de kilos d'uranium appauvri "recyclés" sous formes d'obus vers la Grande-Bretagne et la France à fin "d'expérimentation". Les quantités de commandes de ces armes de mort augmentent. Les livraisons sont testées à grande

(SUITE PAGE 6)

CRISE ECONOMIQUE

(SUITE DE LA PAGE 4)

Quand le capitalisme ne parvient pas à masquer ses contradictions

Il avait été dit de la crise asiatique de 1997-98 qu'elle résultait fondamentalement de l'irresponsabilité de certains secteurs de la bourgeoisie ayant contracté des créances dites "douteuses", c'est-à-dire ayant peu de chances de pouvoir être honorées. Pour éviter la banqueroute des pays dans l'incapacité de rembourser leur dette contractée auprès des grandes puissances industrielles, il avait fallu recourir à des plans de sauvetage, faits de prêts engageant des centaines de milliers de dollars. En fait, et une fois de plus, toute la propagande de la bourgeoisie s'était alors mise au service d'un mensonge présentant l'effondrement de certaines économies d'Asie, et les millions de licenciements qui en ont résulté, non pas comme une conséquence du capitalisme en crise mais de la mauvaise gestion effectuée par des dirigeants ou des patrons cupides et irresponsables. Et voilà qu'aujourd'hui l'actualité vient infliger un cinglant démenti à cette propagande mensongère, à travers deux événements significatifs. Le premier est la crise financière en Argentine et en Turquie, ce premier pays étant pourtant considéré comme un modèle, en tout point conforme aux règles de gestion du capital préconisées par le FMI. Et c'est un nouveau plan de sauvetage qui se met en place pour éviter la banqueroute de l'Argentine, consistant en un nouvel endettement et en de nouvelles attaques des conditions de vie de la classe ouvrière dans ce pays. Le scénario sera vraisemblablement le même pour la Turquie. Le second est la "découverte" de créances douteuses contractées aux Etats-Unis même. Si la croissance venait à se ralentir fortement, ce serait alors, nous dit-on, des banques européennes qui en feraient principalement les frais. Les Etats-Unis ne vont pas subir une purge comme certains pays d'Asie il y a trois ans, mais deux choses doivent être retenues : d'une part, l'économie américaine, de même que celle de toutes les

grandes puissances, n'est pas aussi saine que la bourgeoisie veut bien le claironner ; d'autre part, l'économie mondiale n'est pas fondamentalement sortie du cauchemar tel qu'il s'était manifesté sous la forme de ladite "crise asiatique".

Par ailleurs, des indicateurs importants, du point de vue de la bourgeoisie et présentés par elle comme étant très significatifs de la "bonne santé" de l'économie depuis plus de six ans sont aujourd'hui mis à mal. Aux Etats-Unis, l'indice des valeurs de la "vieille" économie, le Dow Jones, enregistre un repli de plus de 9% depuis janvier 2000. Dans le même temps, celui de la nouvelle économie, le Nasdaq, perd 43% de sa valeur et 53% sur les 8 derniers mois. Sur ce marché, plus de 3 000 milliards de dollars sont partis en fumée depuis mars. (d'après *Le Monde* des 2 et 22 décembre). Et dans le monde, "la plupart des grandes places boursières sont en passe de finir 2 000 en baisse. Pareil résultat ne leur était pas arrivé depuis le début de la décennie 1990 aux Etats-Unis et depuis 1994 en Europe." (*Le Monde* du 2 décembre).

"Personne n'est à l'abri de devenir riche" (publicité française) ; "Soit vous êtes riche, soit vous êtes un crétin" (revue *Business*). Ces slogans médiatiques, révélateurs du profond cynisme de la bourgeoisie vis-à-vis de "ceux qui ne réussissent pas", s'appuyaient sur les performances de la bourse ou de la nouvelle économie. Ils risquent fort de se trouver en profond décalage avec la réalité s'ils restent à l'affiche.

Sans encore modifier sa vision officielle et optimiste de l'avenir, la bourgeoisie américaine fait néanmoins état du ralentissement de la croissance, du retour du chômage et de l'inflation. C'est une réalité que la croissance officielle s'essouffle et que le seul moyen de la soutenir ou de la doper davantage, c'est d'accroître le rythme de l'endettement. De toutes façons, tôt ou tard, la bourgeoisie sera à nouveau contrainte de recourir à ce procédé. Mais son utilisation n'est pas neutre. Elle favorise, entre autres, le développement de l'inflation dont le spectre vient à nouveau inquié-

ter tous ceux qui ont en charge de définir les politiques économiques des Etats. En effet, si la bourgeoisie redoute les plongées dans la récession ouverte parce qu'elles constituent un facteur de développement de la lutte de classe, elle redoute également le développement de l'inflation car celle-ci favorise, dans l'ensemble de la classe ouvrière, la lutte pour le maintien du pouvoir d'achat, et donc aussi le développement de la lutte de classe.

Même s'il est aujourd'hui difficile de se prononcer sur la forme que va prendre la nouvelle accélération de la plongée de la crise économique et son rythme, il apparaît clairement que celle-ci est bien amorcée, comme l'illustrent également des suppressions massives d'emplois dans des secteurs industriels importants (2000 chez Bull, 15 000 chez General Motor, 2700 chez Gillette – soit 8% des effectifs). Si elle est synonyme d'aggravation de leur situation déjà insupportable, voir inhumaine, pour des centaines de millions de personnes, la crise est aussi la meilleure alliée du prolétariat dans la mesure où elle le contraint à engager plus massivement le combat contre les attaques de la bourgeoisie et à avancer dans la perspective, encore lointaine, de renversement du capitalisme.

B (22 décembre)

- (1) Voir les articles de la série "Trente ans de crise ouverte du capitalisme" dans les *Revue Internationale* n°96, 97 et 98.
- (2) Voir l'article "Le gouffre qui se cache derrière la 'croissance ininterrompue'" dans la *Revue Internationale* n°99 et l'article "Derrière le bluff du 'boom économique' l'aggravation des conditions de vie ouvrières" dans *Révolution internationale* n°305.
- (3) Voir l'article "Plein emploi ou chômage masqué" dans *Révolution Internationale* n° 306.
- (4) Le contrôle de l'enfoncement dans la crise nécessite une coopération internationale entre grands pays industrialisés mais, au sein de celle-ci, s'exerce un rapport des forces qui agit évidemment en faveur des plus puissants, leur permettant que les décisions prises leur soient le moins défavorables.

Lisez notre brochure



Trotsky est tombé parce qu'il était le symbole de l'internationalisme prolétarien

(SUITE DE LA PAGE 8)

notre guerre (...). La IVe Internationale construit sa politique non sur les fortunes militaires des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre d'ouvriers contre les capitalistes, pour le renversement des classes dirigeantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale. (...) Nous expliquons aux ouvriers que leurs intérêts et ceux du capitalisme assoiffé de sang sont irréconciliables. Nous mobilisons les travailleurs contre l'impérialisme. Nous propageons l'unité des travailleurs dans tous les pays bel-ligérants et neutres." (Manifeste de la IVe Internationale du 29 mai 1940, p. 75, tome 24 des Oeuvres de Trotsky)

La question de la nature de L'URSS : un talon d'Achille de Trotsky

Voyant toujours le cours à la révolution, Trotsky claironnait en 1936 : "La révolution française a commencé" (La lutte ouvrière du 9 juin 1936) ; et pour l'Espagne : "Les ouvriers du monde entier attendent fiévreusement la nouvelle victoire du prolétariat espagnol" (La lutte ouvrière du 9 août 1936). Ainsi, il commettait une faute politique majeure en faisant croire à la classe ouvrière que ce qui se passait à ce moment-là, notamment en France et en Espagne, allait dans le sens de la révolution prolétarienne alors que la situation mondiale prenait la direction opposée : "De son expulsion d'URSS en 1929 jusqu'à son assassinat, Trotsky n'a fait qu'interpréter le monde à l'envers. Alors que la tâche de l'heure était devenue de rassembler les énergies révolutionnaires rescapées de la défaite pour entreprendre avant tout un bilan politique complet de la vague révolutionnaire, Trotsky s'est ingénié aveuglément à voir le prolétariat toujours en marche, là où il

Voilà ce que les trotskistes ont "oublié" et trahi.

Par contre, le "programme de transition" et la PMP ont été des orientations politiques de Trotsky qui ont, d'un point de vue de classe, abouti à un fiasco. Non seulement il n'y a pas eu de révolution prolétarienne au sortir de la deuxième guerre mondiale, mais de plus la PMP a permis à la IVe Internationale de justifier sa participation à la boucherie impérialiste généralisée en faisant de ses militants de bons petits soldats de la "démocratie" et du stalinisme.

C'est à ce moment-là que le trotskisme est irrémédiablement passé dans le camp ennemi.

était défait. De ce fait, la IVe Internationale, créée voici plus de 50 ans, ne fut qu'une coquille vide à travers laquelle le mouvement réel de la classe ouvrière ne pouvait pas passer, pour la simple et tragique raison qu'il reflétait dans la contre-révolution. Toute l'action de Trotsky, basée sur cette erreur, a de plus contribué à disperser les trop faibles forces révolutionnaires présentes de par le monde dans les années 1930 et pire, à entraîner la plus grande partie dans le borbier capitaliste du soutien 'critique' aux gouvernements de type 'fronts populaires' et de participation à la guerre impérialiste." (Brochure du CCI, Le trotskisme contre la classe ouvrière)

Parmi les graves erreurs qu'a fait Trotsky il y a notamment sa position sur la nature de l'URSS. Tout en s'attaquant au stalinisme, il a toujours considéré et défendu l'URSS comme étant la "patrie du socialisme" et pour le moins comme "un Etat ouvrier dégénéré".

Mais toutes ces erreurs politiques, bien qu'elles aient eu des conséquences dramatiques, n'ont pas fait de lui un ennemi de la classe ouvrière alors que ses "héritiers", eux, le sont devenus après sa mort. Trotsky a même été capable, à la lumière des événements survenus au début de la guerre impérialiste, d'admettre qu'il lui fallait réviser et, sans doute, modifier son jugement politique notamment concernant l'URSS.

Il défendait certes son analyse de la nature de l'URSS mais il liait le sort de celle-ci à l'épreuve que la deuxième guerre mondiale lui ferait subir. Dans ce même article il disait que, si le stalinisme sortait vainqueur et renforcé de la guerre (perspective qu'il n'envisageait pas), il faudrait alors revoir le jugement qu'il portait sur l'URSS et même sur la situation politique générale :

"L'alternative historique poussée jusqu'à son terme se présente ainsi : ou bien le régime stalinien n'est qu'une rechute exécutable dans le processus de la transformation de la société bourgeoise en société socialiste, ou bien le régime stalinien est la première étape d'une société d'exploitation nouvelle. Si le second pronostic se révélait juste, alors, bien entendu, la bureaucratie deviendrait une nouvelle classe exploitatrice. Aussi lourde que puisse être cette seconde perspective, si le prolétariat mondial se montrait effectivement incapable de remplir la mission que lui a confiée le cours du développement, il ne resterait plus qu'à reconnaître que le programme socialiste, construit sur les contradictions internes de la société capitaliste s'est finalement avéré une utopie. Il va de soi qu'on aurait besoin d'un nouveau "programme minimum" pour défendre les intérêts des esclaves de la société bureaucratique totalitaire." (souligné par nous, L'URSS dans la guerre, 25 septembre 1939).

Si l'on fait abstraction de la vision en perspective qu'il développe à ce moment-là, une vision qui est révélatrice d'un découragement, pour ne pas dire d'une démoralisation profonde, qui semble lui faire perdre toute confiance en la classe ouvrière et en sa capacité à assumer historiquement la perspective révolutionnaire, il est clair que Trotsky entame là une remise en question de ses positions sur la nature "socialiste" de l'URSS et sur le caractère "ouvrier" de la bureaucratie.

Trotsky a été assassiné avant la fin de la guerre ; et la Russie s'est retrouvée dans le camp des vainqueurs aux côtés de ce qu'on appelle les "démocraties". Comme Trotsky avait prévu de le faire, ces conditions historiques nécessitaient, de la part de ceux qui se prétendent ses fidèles continuateurs, une révision de sa position dans le sens qu'il fallait, comme il le disait, "établir rétrospectivement que, dans ses traits fondamentaux, l'U.R.S.S. actuelle était le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à une échelle internationale". Non seulement la IVe Internationale s'est interdit de le faire mais, de plus, elle est passée avec armes et bagages dans les rangs de la bourgeoisie. Seuls quelques éléments issus du trotskisme ont pu rester sur le terrain révolutionnaire comme ceux qui formaient le groupe chinois qui publiait en 1941 L'Internationaliste (Voir Revue Internationale n°94), ou les membres de la section espagnole de la IVe Internationale avec G. Munis (5), comme les Revolutionären Kommunisten Deutschlands (RKD), le

groupe Socialisme ou Barbarie en France, Agis Stinas (Mémoires, éditions La brèche, Paris 1990) en Grèce, et Natalia Trotsky. (...)

Rol
(D'après Revue Internationale n°103)

(1). Cité par Isaac Deutscher page 682 du tome 6 de Trotsky, éditions 10/18, Paris, 1980.

(2). Page 68 du tome 24 des Oeuvres de Trotsky dans le Manifeste de la IVe Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, rédigé par lui-même le 23 mai 1939.

(3). Op. cit, page 683. Pierre Broué dans les Cahiers Léon Trotsky cite l'ouvrage de l'historien américain Gabriel Kolko, Politics of war qui fourmille d'exemples qui vont dans le même sens.

(4). Comme pour Jean Jaurès immédiatement avant l'éclatement de la première guerre mondiale de 1914-1918 ; mais, toute proportion gardée car Jean Jaurès était un pacifiste alors que Trotsky était toujours un révolutionnaire et un internationaliste.

(5). Voir notre brochure Le trotskisme contre la classe ouvrière et l'article Trotsky appartient à la classe ouvrière, les trotskistes l'ont kidnappé", voir aussi la Revue Internationale n° 58 et notre article "A la mémoire de Munis" à sa mort en 1989.

DU NOUVEAU SUR NOTRE SITE INTERNET !

Notre site web "www.internationalism.org" se développe. A côté de la langue anglaise, nous y publions maintenant en français et en suédois. Nos lecteurs-surfeurs peuvent donc feuilleter des articles en français de la Revue internationale et de Révolution internationale et s'informer sur nos réunions publiques. Nous projetons d'y inclure aussi dans un avenir proche la version française d'Internationalisme, notre journal en Belgique.

SURFEURS ET LECTEURS,
PIANOTEZ

www.internationalism.org/french

ET
VISITEZ NOS PAGES WEB
EN FRANCAIS !

"SYNDROME DE LA GUERRE DU GOLFE

(SUITE DE LA PAGE 5)

échelle sur le site du centre d'études nucléaire de Gramat dans le Lot à partir de 1987. Tous les pays membres de l'OTAN, de l'Australie au Japon sont alors approvisionnés par les "surplus" américains d'armes à l'uranium appauvri. Par exemple, à la veille de la guerre du Golfe, la commission nucléaire américaine donne son accord pour l'expédition de 75 tonnes d'uranium appauvri destiné à la société française Cerca à Bonneuil sur Marne en région parisienne. Après la guerre du Golfe, en plein conflit yougoslave, la SICN (Société Industrielle de Combustible Nucléaire) à Annecy, filiale de la COGEMA, reçoit ainsi une commande de 1000 tonnes en mai 1993. A partir de là, la France fabrique elle-même plus de 120 000 obus à l'uranium appauvri et exporte à son tour en recyclant les déchets nucléaires dont elle regorge en tant que grande productrice d'énergie nucléaire. La SICN avec 600 employés et un chiffre d'affaires de 361 millions en 1997, dispose même d'une fonderie d'uranium. Les munitions sont acheminées au Giat (entreprise nationalisée) de Salbris (Loir-et-Cher) pour être assemblées et équiper l'armement terrestre national, notamment les chars Leclerc (60 000 obus fabriqués à cet usage) avec l'aval du ministre de la Défense (1).

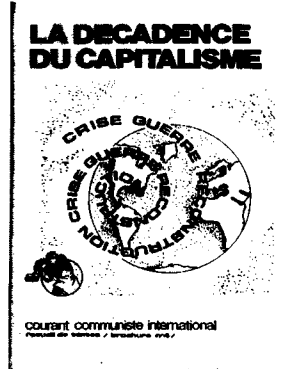
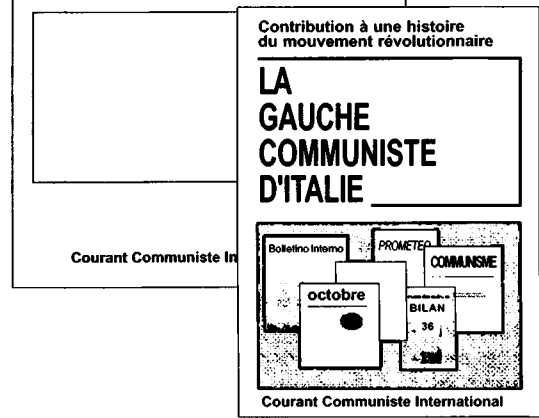
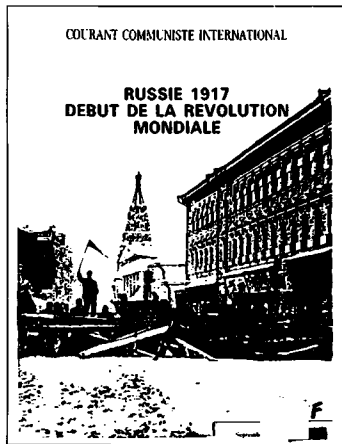
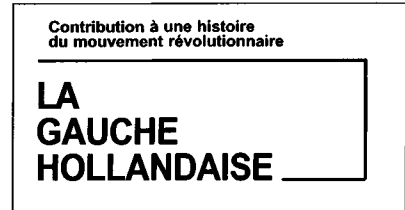
Mais les effets de la contamination sur les militaires et les civils qui ont fabriqué, testé, respiré ou ont été en contact avec ces émanations toxiques sont presque dérisoires en regard du sort des populations bombardées quand on sait que 300 tonnes d'uranium appauvri ont été déversées en Irak et que plus de 100 tonnes ont été disséminées sur le seul Kosovo.

La survie du capitalisme, c'est non seulement la guerre et la militarisation de la société, mais c'est la voie ouverte à l'enfoncement le plus terrifiant dans la barbarie et à la destruction de l'humanité.

CD (16 décembre)

(1) En 1998, les obus à l'uranium appauvri figuraient d'ailleurs au catalogue de l'exposition de matériels militaires européens du camp de Satory, qui est un des grands souks de tous les marchands d'armes de la planète. Cette publicité intempestive a été discrètement modifiée : dans le catalogue de l'exposition 2000, pour les mêmes munitions, la mention d'équipement en flèches de tungstène a chassé celle de l'uranium appauvri.

Lisez les brochures du CCI



VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET
www.internationalism.org/french

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - Etats Unis

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
P.O. Box 339
2800 AH Gouda - PAYS BAS

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

BROCHURES

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger 18F).

La décadence du capitalisme
(15 F + 8F/18F)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe
(25 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
Une victoire pour les syndicats, une défaite pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (30 F + 8 F/18F)

Comment le PCF est passé au service du capital (20 F + 8 F/18F)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (20 F + 8 F/18F)

RÉUNIONS PUBLIQUES

L'anarchisme est-il un courant révolutionnaire ?

LYON : le samedi 20 janvier à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

MARSEILLE : le samedi 6 janvier de 15h à 18h.
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du M° Chartreux.

PARIS : le samedi 20 janvier à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

TOULOUSE : le vendredi 12 janvier à 20 h30.
Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 20 janvier à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la Tranchée).

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F (15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) : FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER : 110 F (16,8 E)- PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 : 400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à 2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de RI - CCP523544Y-Rouen, à adresser à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 Paris

SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

LILLE

Permanence le samedi 20 janvier à 14 h 30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 14 janvier de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

LYON

Permanence le samedi 20 janvier de 18h à 21h, au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi du mois de 17 h à 18 h.

MARSEILLE

Permanence le samedi 6 janvier de 18h30 à 21h (à la suite de la réunion publique ou rendez-vous à partir de 18h15 à la sortie du métro Chartreux)

Vente de la presse le samedi 6 janvier de 11h30 à 12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 13 janvier à 17 h, à la salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence les samedis 6 janvier et 10 février de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 14 janvier de 11 h à 12 h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Vente de la presse les dimanches 7, 14, 21 et 28 janvier de 11h à 12h30, au marché aux Pucés (place St-Sernin), et le dimanche 14 janvier de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Jeanne-d'Arc).

TOURS

Permanence le samedi 20 janvier à 18h, 9 place de la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

Dernières souscriptions

D (Rouen) : 300.

Nantes : Réunion publique du 25 novembre : Romain et Julie : 350.

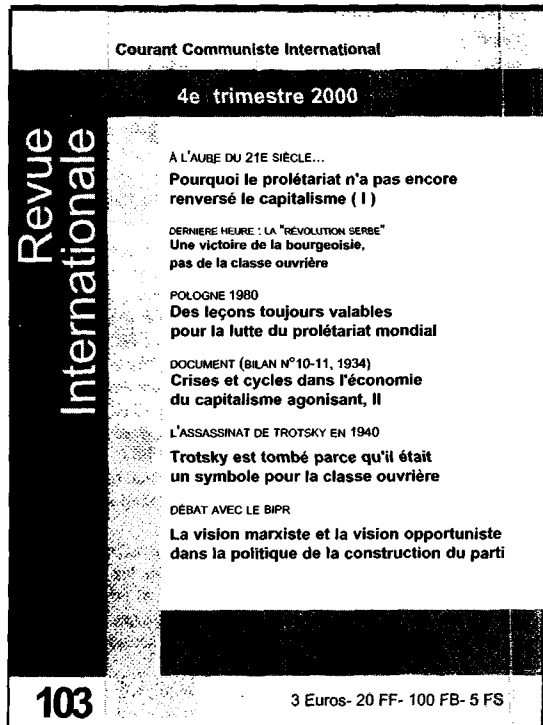
Tours : Réunion publique du 18 novembre : Aboulafia : 300 ; CB : 50 ; G : 200 ; Gildas : 200, Béatrice : 200.

Paris : Permanence du 2 décembre : 51.

Lyon : Permanence du 27 juillet : PP : 100, Br : 100. Réunion publique du 16 septembre : Ja : 300, PP : 100, Br : 100, CC+RB : 200, Cat : 100. Permanence du 28 octobre : Isa : 150, Ja : 200, RB : 30, Cat : 100. Réunion publique du 18 novembre : A : 42, Ca : 100, Br : 100.

Total : 3373

Lisez la Revue Internationale



La Revue Internationale est maintenant distribuée par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les commerces de presse.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact - rue Lepneveu

BESANCON : Les sandales d'Empédocle - 95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le Roi Lire - rue S^e-Catherine.

BREST : Maison de la Presse - 64, rue Jean-Jaurès.

CLERMONT-FD : Le Papyvire - 3, rue de l'Ente. Maison de la Presse - place de Jaude.

DIEPPE : Maison de la Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison de la Presse - 34, rue Poincaré.

GRENOBLE : Le Sphinx - 6.pl. St André. L'Encre sympathique - 6, rue Saint-Laurent. Tabac-Journaux, passage du Jardin de Ville.

LAVAL : Point presse Centre C^{iel} La Mayenne.

LE HAVRE : Presse des Halles - 27, place des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue de Béthune. Le Comte de Monte-Cristo - C.commercial V2 Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e). La Proue - 15, rue Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du Temps - 35, rue Pavillon (1^{er}).

MARTIGUES : Librairie

Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte Ouverte - 19, rue du G^{al}-de-Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse - rue de la République.

MONTPELLIER : Librairie Sauramps-Le Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent d'Ouest - 5, pl. du Bon-Pasteur. Maison de la Presse, Cours des 50 otages, 2 pl. de l'Ecluse.

NICE : Le Temps de Vivre - 50, bd de la Madeleine.

PARIS : L'Herbe Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14^e). La Brèche - 8, rue de Romainville (19^e, M°Telegraphe). Le Point du jour - 58, rue Gay-Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE : Librairie de Paris - rue Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le Temps de Vivre - 71, rue Jean-Jaurès. Voix au Chapitre - 67, rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de Presse - bd M^{ul}-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-Journaux - 8, rue du Poids-de-l'huile. FNAC- 81, bd Carnot. Les Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie - 104, rue Colbert.

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie "Autographe" - 10 bis, rue Bisson 75020. Directeur de la publication : D. Van Celst. No de Commission paritaire : 54267

Trotsky est tombé parce qu'il était le symbole de l'internationalisme prolétarien

Le 20 août 1940, il y a 60 ans, mourrait Trotsky, assassiné par les sbires de Staline ; c'était au début de la deuxième guerre impérialiste. Avec cet article nous ne souhaitons pas uniquement rappeler une grande figure du prolétariat et sacrifier à la mode des anniversaires mais aussi profiter de cet événement pour faire le point sur ses erreurs et sur certaines de ses prises de positions politiques au début de la guerre.

Trotsky, dans ses dernières années, a défendu de nombreuses positions op-

portunistes telles que la politique d'entrisme dans la social-démocratie, le front unique ouvrier, etc. ; positions que la Gauche communiste avait critiquées, à juste titre, dans les années 1930 ; mais il n'a jamais rejoint le camp ennemi, celui de la bourgeoisie, comme les trotskistes l'ont fait après sa mort. En particulier, sur la question de la guerre impérialiste, il a défendu jusqu'au bout la position traditionnelle du mouvement révolutionnaire : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Toute la bourgeoisie mondiale liguée contre Trotsky

Plus la guerre impérialiste mondiale se rapprochait et plus l'élimination de Trotsky devenait un objectif crucial pour la bourgeoisie mondiale.

Pour asseoir son pouvoir et développer la politique qui a fait de lui le principal artisan de la contre-révolution, Staline a d'abord éliminé, en les envoyant dans les camps, de très nombreux révolutionnaires, d'anciens bolcheviks, notamment ceux qui avaient été les compagnons de Lénine, ceux qui avaient été les artisans de la révolution d'Octobre. Mais cela ne suffisait pas. Avec la montée des tensions guerrières à la fin des années 1930, il lui fallait avoir les mains totalement libres, à l'intérieur, pour développer sa politique impérialiste. En 1936, au début de la guerre d'Espagne, il y eut d'abord le procès et l'exécution de Zinoviev, Kamenev et Smirnov (Voir *16 fusillés à Moscou*, Victor Serge, Ed. Spartacus) puis celui qui coûta la vie à Piatakov, à Radek et enfin ce fut le procès dit du groupe Rykov-Boukharine-Kretinski. Toutefois, le plus dangereux des bolcheviks, bien qu'à l'extérieur, restait Trotsky. Staline l'avait déjà atteint en faisant assassiner, en 1938, son fils Léon Sédov à Paris. Maintenant c'était Trotsky lui-même qu'il fallait supprimer.

La liquidation des derniers bolcheviks, si elle répondait en premier aux besoins de la politique de Staline, était également une réponse aux besoins de celle de toute la bourgeoisie mondiale. C'est pourquoi le sort de Trotsky lui-même était désormais scellé. Pour la classe capitaliste du monde entier, Trotsky, était le symbole vivant de la révolution d'Octobre et surtout celui de l'internationalisme prolétarien.

Robert Coulondre, ambassadeur de France à Moscou puis auprès du IIIe

Reich fournit un témoignage éloquent dans une description qu'il fait de sa dernière rencontre avec Hitler, juste avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale. L'ambassadeur français, faisant appel à la raison d'Hitler, lui parla du tumulte social et des risques de révolutions qui pourraient faire suite à une guerre longue et meurtrière et qui pourraient détruire tous les gouvernements belligérants. *"Vous pensez à vous-mêmes comme si vous étiez le vainqueur...", dit l'ambassadeur, mais avez-vous songé à une autre possibilité ? Que le vainqueur pourrait être Trotsky"*. (1). Hitler fit un bond, comme s'il avait été frappé au creux de l'estomac, et hurla que cette possibilité, la menace d'une victoire de Trotsky, était une raison de plus, pour la France et la Grande-Bretagne, de ne pas déclencher la guerre contre le IIIe Reich. Isaac Deutscher a tout à fait raison de souligner la remarque faite par Trotsky (2), lorsqu'il a pris connaissance de ce dialogue, selon laquelle les représentants de la bourgeoisie internationale *"sont hantés par le spectre de la révolution, et ils lui donnent un nom d'homme."* (3)

Trotsky devait mourir (4) et, lui-même, se rendait compte que ses jours étaient comptés. Son élimination avait une plus grande signification que celle des autres vieux bolcheviks et des membres de la gauche communiste russe. L'assassinat des vieux bolcheviks avait servi à renforcer le pouvoir absolu de Staline. Celui de Trotsky manifestait en plus la nécessité pour la bourgeoisie mondiale, y compris pour la bourgeoisie russe, d'aller à la guerre mondiale librement. Cette voie fut nettement dégagée après la disparition de la dernière grande figure de la révolution d'Octobre, du plus célèbre des internationalistes.

Les positions de Trotsky avant la guerre

Mais pour la bourgeoisie, l'assassinat de Trotsky ne pouvait pas suffire. Ainsi que l'avait parfaitement écrit Lénine dans *L'Etat et la révolution* : *"Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en érousse le tranchant révolutionnaire. (...) On oublie, on refoule, on altère le côté révolutionnaire de la doctrine, son âme révolutionnaire. On met au premier plan, on exalte ce qui est ou paraît être acceptable pour la bourgeoisie."*

Concernant Trotsky, ce sont ceux qui se prétendent ses continuateurs, ceux qui réclament son héritage, les trotskistes, qui ont assumé cette besogne après sa mort. C'est en partant de ses positions opportunistes qu'ils ont justifié toutes les guerres nationales depuis la fin de la dernière guerre mondiale impérialiste et qu'ils se sont faits les défenseurs d'un camp impérialiste : celui de l'URSS.

À l'époque de la fondation de la IVe Internationale en 1938, Trotsky basait sa réflexion sur l'idée que le capitalisme se situe dans sa période *"d'agonie"*, ce que la Fraction italienne de la Gauche communiste (*Bilan*) défendait également. (...) Cependant, il faisait l'erreur de penser que, dans les années 1930, les conditions de la révolution prolétarienne étaient réunies. Trotsky avait manifestement perdu la boussole en croyant que le cours historique était encore à la révolution prolétarienne. Il n'avait pas une vision correcte de la situation de la classe ouvrière et du rapport de force entre elle et la bourgeoisie. Seule la Gauche communiste italienne a été capable de montrer que, dans les années 1930, l'humanité vivait une période de profonde contre-révolution, que le prolétariat avait été battu et que seule la solution de la bourgeoisie, la guerre impérialiste mondiale, était alors possible. Cette erreur concernant la compréhension du cours historique, qui l'ame-

nait à penser que la révolution était immédiatement à l'ordre du jour alors que c'était la deuxième guerre mondiale qui se préparait, est une des clés qui permet de comprendre les positions opportunistes qu'il a développées durant cette période.

Pour Trotsky cela se traduisait concrètement par la mise en avant du concept de "programme de transition", concept qu'il avait élaboré au moment de la fondation de la IVe Internationale en 1938. Il s'agit en fait d'un ensemble de revendications dont la mise en avant devait permettre d'élever la conscience de la classe ouvrière et d'aiguiser la lutte de classe. C'était le socle de sa stratégie politique. De son point de vue, le programme de transition n'était pas un ensemble de mesures réformistes dans la mesure où elles n'avaient pas pour but d'être appliquées. En fait, elles devaient montrer l'incapacité du capitalisme à accorder des réformes durables à la classe ouvrière et, par conséquent, lui montrer la faillite du système et, de ce fait, la pousser à lutter pour la destruction de celui-ci.

Sur ces prémices, Trotsky avait également développé sa fameuse "politique militaire prolétarienne" (PMP) qui, fondamentalement, était l'application du programme de transition à une période de guerre et de militarisme universel (*"Notre programme de transition militaire est un programme d'agitation", Oeuvres* n°24). Cette politique se voulait gagner aux idées révolutionnaires les millions de prolétaires mobilisés. Elle était centrée sur la revendication de la formation militaire obligatoire pour la classe ouvrière, sous la surveillance d'officiers élus, dans des écoles spéciales d'entraînement fondées par l'Etat mais sous le contrôle des institutions ouvrières comme les syndicats. Bien évidemment aucun Etat capitaliste ne pouvait accéder à de telles revendications pour la classe ouvrière sous peine de se nier en tant qu'Etat. La perspective, pour Trotsky, était le renversement du capitalisme par les prolétaires en armes d'autant plus que, pour lui, la guerre allait créer les conditions favorables pour une insurrection prolétarienne comme cela est arrivé avec la première guerre mondiale.

"(...) Notre politique, la politique du prolétariat révolutionnaire à l'égard

de la deuxième guerre impérialiste, est une continuation de la politique élaborée pendant la première guerre impérialiste, avant tout sous la direction de Lénine." (*Fascisme, bonapartisme et guerre*, tome 24 des *Oeuvres* de Trotsky)

D'après lui, les conditions étaient même plus favorables que celles qui avaient prévalu avant 1917 dans la mesure où, à la veille de cette nouvelle guerre, au niveau objectif, le capitalisme a fait la preuve qu'il est dans une impasse historique, alors qu'au niveau subjectif, il fallait prendre en compte l'expérience mondiale accumulée par la classe ouvrière.

"C'est cette perspective (la révolution) qui doit être à la base de notre agitation. Il ne s'agit pas simplement d'avoir une position sur le militarisme capitaliste et le refus de défendre l'Etat bourgeois, mais de la préparation directe pour la prise du pouvoir et la défense de la patrie socialiste..." (Ibidem)

On peut constater que, malgré son galimatias "militariste", qui l'a fait glisser vers l'opportunisme, Trotsky se maintenait fermement sur une position internationaliste. Mais en cherchant à être "concret" (comme il cherchait à l'être, dans les luttes ouvrières, avec sa proposition de programme de transition, et dans l'armée avec sa politique militaire) pour gagner les masses ouvrières à la révolution, il en arrivait à s'éloigner de la vision classique du marxisme et à défendre une politique opposée aux intérêts du prolétariat. Cette politique qui se voulait très tactique était, en fait, extrêmement dangereuse car elle tendait à enchaîner les prolétaires à l'Etat bourgeois et à leur faire croire qu'il peut exister de bonnes solutions bourgeoises. Dans la guerre, cette "subtile" tactique sera développée par les trotskistes pour justifier l'injustifiable et, en particulier, leur ralliement à la bourgeoisie à travers la défense de la nation et la participation à la "résistance". (...)

Cependant, cela n'enlève rien au fait que Trotsky est resté jusqu'au bout un révolutionnaire prolétarien. La preuve est contenue dans le *Manifeste*, dit d'Alarme, de la IVe Internationale qu'il a rédigé pour prendre position, sans ambiguïtés et du seul point de vue du prolétariat révolutionnaire, face à la guerre impérialiste généralisée :

"En même temps nous n'oublions pas un instant que cette guerre n'est pas

(SUITE PAGE 6)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiters.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émulation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes* de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.